

JEUNES ET SAGES

Article extrait de la revue *Recherches contemporaines*, n° 6, 2000-2001

Gilles LE BÉGUEC

Fondée en 1889, l'Alliance républicaine de la jeunesse affichait, avec un brin de crânerie, sa sympathie pour la République libérale et modérée, celle de Jules Ferry et des vétérans du centre gauche. Dans l'histoire des groupements de jeunesse, cette association éphémère présente déjà quelques-uns des traits caractéristiques de ce que seront les mouvements à vocation proprement politique du 20^e siècle : un positionnement clair sur l'échiquier des forces, des liens non dissimulés avec les formations constituées, une volonté d'intervention dans le débat public du moment, une prise en charge des besoins électoraux.

Une telle modernité ne correspond pas tout à fait à l'image proposée par une certaine tradition historiographique, heureusement battue en brèche aujourd'hui. Il n'est pas douteux que les républicains modérés ont tardé à se doter de structures solides et stables par individualisme, par répugnance à se plier à une discipline, même légère, par confiance excessive dans le poids des notables et des réseaux notabiliaires. Mais il s'agit d'un pan des réalités, et seulement d'un pan des réalités. Il ne saurait servir d'explication unique au déficit d'organisation.

L'histoire de la jeunesse modérée présente un intérêt en elle-même, en particulier pour approfondir la connaissance des circuits de formation. Mais sa principale utilité est sans doute de jeter une lumière crue sur la difficulté d'être de toute une famille et sur les moyens qui ont été employés pour répondre ou pour contourner la difficulté.

Se distinguer ? Différenciation, affirmation, séparation.

Durant toute la III^e République, les républicains dits modérés ont été condamnés à occuper un espace dépourvu de frontières bien déterminées. De ce point de vue, les aînés ont été logés à la même enseigne que les cadets. Mais cette position potentiellement inconfortable, a présenté davantage d'inconvénients pour les seconds que pour les premiers. La raison, très simple, en est que, à gauche comme à droite, les jeunes modérés ont souffert de l'ombre portée de puissants ensembles structurés : le réseau des associations d'inspiration "laïque et républicaine" sur le flanc gauche, les groupements catholiques et, à partir de l'extrême fin du siècle, les groupements nationalistes sur le flanc droit. En d'autres termes, ces jeunes modérés ont été contraints d'affirmer leur existence au prix d'un gros effort de clarification et de différenciation, c'est-à-dire d'un travail difficile et qui n'a jamais été entièrement couronné de succès.

A la gauche de l'échiquier politique, le processus de clarification date, pour l'essentiel, des années précédant immédiatement la guerre de 1914-1918. Au cours des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, les jeunes "opportunistes", ferrystes ou gambettistes, avaient cohabité tant bien que mal au sein de l'Union de la jeunesse républicaine, une société d'éducation civique liée à l'œcuménique Ligue de l'enseignement. Progressivement, toutefois, le climat s'était dégradé, avec la tentation, du côté modéré, de créer une structure propre – c'est l'épisode de l'Alliance républicaine de la jeunesse, fondée en 1889 – et la modification générale des équilibres au profit des radicaux et de leurs alliés socialistes indépendants. Mais les reclassements provoqués par l'affaire Dreyfus et le grand schisme de 1899 (avec la division des modérés entre partisans et adversaires de Waldeck-Rousseau et de la politique de "défense républicaine") avait abouti à un resserrement des liens entre les républicains de gauche, proches de l'Alliance démocratique, et la famille radicale. A partir du début du siècle, ces cadets de l'Alliance côtoient ainsi les radicaux, et souvent même les socialistes, au sein de diverses organisations attachées à l'esprit et aux pratiques du Bloc des gauches : la Fédération des jeunesses laïques (1902), l'Union des jeunesses républicaines (1905) et l'Union des étudiants républicains de France, fondée en 1902¹. Même si ce dispositif reste, *grosso modo*, dominé par les radicaux, l'influence des proches de l'Alliance est loin d'être négligeable, surtout à l'Union des étudiants républicains de France (son président-fondateur, Paul de Bellegarde, est un membre actif de l'association animée par Adolphe

1. On trouvera le manifeste de l'Union des étudiants républicains de France et le texte des premiers signataires dans le numéro en date du 25 avril 1902 du quotidien radical *Le Rappel*. Ce groupement a disposé d'un organe, *Floréal*, qui a paru au cours des années 1903-1904. Le numéro du 20 décembre 1903 fournit la composition des instances dirigeantes – Paul de Bellegarde devait, dix ans plus tard, accepter de figurer au sein de la direction de l'Alliance nationale des jeunesses démocratiques.

Carnot) et à l'Union des jeunesses républicaines (Constant Verlot et Henry Chatenet, respectivement deuxième et troisième président de l'Union appartenant à la fois à l'Alliance et au Parti républicain radical et radical-socialiste). La dissociation du Bloc, le recentrage de l'Alliance et la constitution du Parti radical en parti "fermé" finissent par vider de son sens cette coopération et par convaincre les jeunes modérés de faire bande à part. De ce point de vue, la naissance, en 1913, d'une Alliance nationale des jeunesses démocratiques – agissant dans le giron de l'Alliance Carnot – représente une véritable césure.

Après la guerre de 1914-1918, les ponts sont presque complètement rompus avec les groupements de la mouvance dite laïque et républicaine, à l'échelon national tout au moins, l'exemple girondin montrant que la situation a été parfois plus fluide en province¹. Cette séparation a laissé subsister quelques regrets. Dans la seconde moitié des années vingt, un certain nombre de cadets de l'Alliance se proposèrent ainsi de renouer les fils du dialogue avec les jeunes radicaux. Tel a été l'un des objectifs, notamment, du fondateur du Cercle d'études politiques, Pierre Auscher, collaborateur du quotidien radicalisant *Le Rappel*, un temps attiré par le "radical-unionisme" de Franklin-Bouillon. Mais le phénomène est marginal.

Les choses se sont présentées sous un jour différent sur le flanc droit du dispositif. D'un côté, en effet, la frontière – peut-être faudrait-il dire les frontières – séparant les jeunes modérés proches de la Fédération républicaine des jeunes militants catholiques ou des jeunes adhérents des ligues nationales n'était pas toujours, il s'en fallait de beaucoup, une frontière de type politique, au sens étroit et partisan du terme politique il s'entend. On veut dire par là que d'autres motivations pouvaient prévaloir et prévalaient effectivement bien souvent : celles du sentiment religieux dans le cas de l'ACJF et des cercles d'étudiants catholiques, celles de la simple ferveur patriotique dans le cas de nombreux groupements rangés, parfois un peu vite, dans la grande famille des organisations nationalistes. D'un autre côté, ces frontières sont demeurées des frontières ouvertes pour l'ensemble de la période considérée, les courants d'échanges – au niveau des hommes, au niveau des idées, au niveau des formules d'encadrement et des techniques de propagande – n'ayant jamais été durablement perturbés. De ce dernier point de vue, la situation observable au tournant des années vingt et des années trente est assez semblable à la situation qui était celle des premières années du siècle, à l'époque de l'affermissement de l'ACJF (les années Bazire) et de la montée en puissance des groupements de jeunes, d'étudiants et de lycées se réclamant du nationalisme. En d'autres

1. On se reportera à la collection du bulletin *L'Idée nouvelle*, organe de la Jeunesse républicaine de Bordeaux, devenue ultérieurement mouvement d' "Action sociale des Jeunesses républicaines" (année 1929). Ce groupe entretenait des relations tout à la fois avec la Ligue de la Jeune République de Marc Sangnier et le Redressement français.

termes, on ne trouve ici rien de comparable à la cassure survenue à la veille immédiate de la guerre de 1914-1918 entre les cadets de l'Alliance républicaine démocratique et le réseau des associations de la jeunesse laïque et républicaine.

Il reste que, globalement, la porosité des frontières et le poids propre des organisations militantes d'inspiration catholique, d'inspiration laïque ou d'inspiration patriotique ont constitué autant d'obstacles au développement de groupements spécifiquement modérés. Au pire, un tel environnement privait ces groupements de l'oxygène nécessaire à leur enracinement, ce qui explique, pour partie tout au moins, la faible durée de vie de la plupart d'entre eux. Au mieux, elle leur imposait une répartition des tâches de nature à nourrir un pénible sentiment de frustration. Aux adhérents des grands ensembles organisés, l'affirmation collective sur le moyen ou sur le long terme, la lutte au quotidien, le prosélytisme, la présence sur les différents terrains d'action. Aux membres des petites structures proches de l'Alliance ou de la Fédération – mais la remarque s'applique également à la section universitaire de la ligue Millerand –, la discussion des programmes et des orientations tactiques, la fréquentation du milieu parlementaire, la participation aux équipes de propagande des partis et des comités électoraux.

Ces observations faites, il faut se garder de durcir le trait et de raisonner en adoptant, même de manière implicite, le postulat d'une attraction qui fonctionnerait à sens unique, c'est-à-dire qui jouerait constamment au bénéfice des associations militantes installées à la périphérie du système.

Trois remarques doivent être présentées à ce sujet.

- Dans la mesure même où ils ont été amenés à occuper de manière durable un espace correspondant pour partie au segment de l'opinion habituée à se reconnaître dans les républicains modérés, les groupements d'inspiration confessionnelle ou d'inspiration patriotique – les plus importants de ces derniers tout au moins – ont été contraints de laisser agir en leur sein des équipes proches de cette famille politique. La contrainte a été renforcée par la difficulté rencontrée pour ouvrir des perspectives différentes, autrement dit par le déclin rapide de l'Action libérale populaire et par l'incapacité des ligues à jeter les bases d'un authentique parti nationaliste. Il en a résulté diverses conséquences, deux d'entre elles méritant de retenir ici l'attention. En premier lieu, les groupements catholiques et les groupements nationaux n'ont pas vraiment cherché à s'opposer à la constitution de poches d'influence républicaine et modérée. A la lumière d'une telle grille de lecture, on pourrait ainsi retracer toute une histoire de la jeunesse modérée à l'intérieur de la jeunesse catholique organisée, depuis le Cercle des étudiants du Luxembourg des années quatre-vingt-dix – avec une image de marque "centre gauche" façon 1871-1879 – jusqu'à

une partie du premier état-major de la JAC ¹. En second lieu, les notabilités du monde modéré, parlementaires ou responsables d'organisations, ont vite compris l'intérêt qu'il y avait à puiser dans ces réservoirs de talents et à alimenter des courants d'échanges.

- La prudence invite à ne pas tomber dans le piège d'un discours stéréotypé – à fortes connotations antiparlementaristes – consistant à opposer un monde de jeunes militants en quête d'idéal et d'apostolat à un monde de jeunes ambitieux animés du souci principal de leur future carrière, politique ou – ce dernier point de vue est d'une grande importance, compte tenu des us et coutumes de la République dite des "camarades" – administrative. En dehors du fait que les présumés d'un pareil discours sont organisés autour de l'idée, à la fois invérifiable et hautement contestable, d'une sorte d'inauthenticité naturelle du "modérantisme" juvénile, cette façon d'appréhender les choses aboutit à mélanger les problèmes et à accrédi-ter un peu trop facilement la thèse selon laquelle les groupements de la mouvance proprement modérée auraient été contraints de se placer plus ou moins à la remorque de leurs puissants et encombrants voisins à partir du moment où ils tentaient de sortir de la sphère de la politique pure. Tel a été effectivement parfois le cas, en particulier au cours de la décennie 1930-1940. Mais tel n'a pas toujours été le cas, il s'en est fallu de beaucoup.

Un exemple très éclairant est fourni à cet égard par l'histoire de l'Union des étudiants républicains du premier avant-guerre. Tout au long des années 1910-1914, les dirigeants de ce petit, mais dynamique, groupement d'inspiration progressiste – Désiré Ferry, futur député de Meurthe-et-Moselle et futur ministre en est le président en 1914 – ont pris un certain nombre d'initiatives destinées à mobiliser l'élite de la jeunesse universitaire autour d'un projet de redressement du pays, dans le domaine intérieur et dans le domaine extérieur. La tentation est forte, bien sûr, d'adopter ici une grille de lecture privilégiant l'influence exercée par la démarche et le discours des ligues dites nationales. Mais la réalité est différente. En premier lieu, ce sont les groupements de la jeunesse nationaliste – en particulier les organisations d'Action française, dont Désiré Ferry et ses amis se méfiaient beaucoup – qui ont été parfois obligés de mettre leurs pas dans ceux de l'Union des étudiants républicains. En second lieu, l'épisode se situe très précisément au moment où quelques-unes des vedettes du nationalisme traditionnel – Maurice Barrès, Paul Déroulède et ses fidèles lieutenants – font eux-mêmes mouvement en direction des républicains

1. Le Cercle catholique des étudiants de Paris, plus connu sous le nom de Cercle du Luxembourg, est présidé au début du siècle par un libéral convaincu, Gabriel Dufaure, ancien député de Saintes (1893-1898), fils de la grande figure du centre gauche des années 1870-1880. Plusieurs parlementaires modérés, Albert Lefas et Louis Marin en particulier, ont fréquenté le cercle dans leur jeunesse – Citons aussi le cercle d'Hulst, fondé en 1906 par un réseau d'anciens élèves du collège Stanislas. D'une façon générale, ce collège a été une véritable pépinière d'hommes publics de tendance modérée.

modérés, considérant avec une sympathie non dissimulée l'action et la personne de Raymond Poincaré¹. Loin de s'aligner sur les positions de leurs concurrents et plus ou moins adversaires, les cadets du progressisme ont cherché à élaborer une synthèse originale, avec des emprunts multiples, qui préfigure à bien des égards l'esprit du Bloc national républicain de 1919.

- Enfin, les systèmes d'échanges dont il est ici question ne peuvent pas être décrits en s'en tenant à un schéma purement bipolaire entre les groupements modérés *stricto sensu* (ou, si l'on préfère, d'appellation contrôlée) et les groupements qui puisent à d'autres sources d'inspiration. Il existe, en effet, un monde instable de structures-ponts servant tout à la fois de lieux de confluence, d'intermédiaire et, le cas échéant, de voie de passage d'un univers à l'autre.

Pour un ensemble de raisons liées aux tendances lourdes de l'historiographie, ce domaine de recherche a été presque totalement négligé. En dépit de l'insuffisance des travaux et de la minceur de la documentation disponible à cette heure, on a cependant le sentiment que ces structures-ponts ont plutôt bénéficié, *grosso modo*, à la famille républicaine et modérée. La remarque vaut plus particulièrement pour les cercles, associations et mouvements agissant à la frontière séparant les groupements de jeunes et d'étudiants proches des ligues nationales des équipes, de jeunes ou de moins jeunes, soucieuses de préparer la relève au sein de cette même famille républicaine modérée. Dès l'hiver 1905-1906, le groupe de "L'Énergie française" – réseau organisé de façon très souple autour de l'hebdomadaire politico-littéraire *L'Énergie française* du publiciste André Chéradame – a ainsi beaucoup aidé une génération de jeunes gens passés par la Ligue de la Patrie française à sortir des impasses d'une contestation globale du système institutionnel et d'un antiparlementarisme sans nuances. En ce sens, André Chéradame et l'Énergie française ont ouvert la voie à l'Union des étudiants républicains, notamment dans le milieu des élèves et anciens élèves de l'École libre des sciences politiques. Un quart de siècle plus tard, le dispositif mis en place par Henri de Kerillis dans le cadre du Centre de propagande des républicains nationaux s'est acquitté d'une mission à peu près similaire, mais sur une bien plus grande échelle. Avec les "cours d'orateurs" et les stages annuels de préparation à la prise de parole dans les réunions publiques, avec la page consacrée, dans les colonnes de *L'Écho de Paris*, par Jean Delage à la "vie des étudiants", avec le Cercle de la vie des étudiants et ses différents lieux de rencontres, la machine politique de Kerillis a fonctionné comme un véritable canal de communication entre les jeunes militants "nationaux" – ceux des ligues et de leurs antennes "jeunes", les Jeunesses patriotes tout spécialement, mais aussi ceux des

1. Voir à ce sujet, Bertrand Joly, *Déroulède, l'inventeur du nationalisme*, Librairie académique Perrin, 1998, 440 p., en particulier p. 349-362.

associations générales d'étudiants plus ou moins contrôlées par les ligueurs, ou leurs alliés, et ceux des groupements d'étudiants catholiques partageant les mêmes idéaux –, et l'univers de la politique pratiquée dans le cadre des institutions, c'est-à-dire, en dernière analyse et pour l'essentiel, de la politique modérée¹.

D'une façon plus durable, la conférence Molé-Tocqueville a rempli le même office, un office qui correspondait, au demeurant, à sa vocation profonde. Pour être plus précis, on dira que les groupes d'affinités politiques constitués au sein de la vieille Conférence sur le modèle des groupes parlementaires ont été à la fois des lieux d'agrégation – c'est-à-dire des structures permettant de réaliser l'amalgame entre des éléments issus d'organisations juvéniles de nature différente – et des lieux d'intégration, entendons par là des écoles pratiques assurant la découverte des règles, contraintes et vertus d'une discussion contradictoire, libre et judicieusement ordonnée. Pour ne pas alourdir le propos, on se bornera à mentionner deux exemples, évoqués par ailleurs. Le premier est celui de la Gauche libérale progressiste des années 1906-1914, un groupe très actif, proche de la Fédération républicaine, qui est parvenu tout à la fois à attirer quelques espoirs de la droite nationaliste et à dissuader les éléments catholiques de se réunir au sein d'une formation propre (qui aurait été, en quelque sorte, la projection de l'Action libérale populaire au sein de la Conférence). Le second est celui de l'Entente républicaine nationale, fondée au lendemain de la guerre de 1914-1918 dans le prolongement de l'ex-gauche libérale progressiste. Comme en le verra dans la seconde partie du présent travail, cette Entente proche de la Fédération républicaine de Louis Marin, a réussi le tour de force de s'imposer comme une espèce de maison commune des droites acceptant de jouer le jeu des institutions parlementaires.

Pour conclure sur ce point, on s'attardera un moment sur le processus de fuite en avant caractéristique de l'extrême fin de la période.

Jusqu'au seuil des années trente, la famille républicaine modérée a donné, en dernière analyse, la priorité à l'action menée au sein des structures légères et à la diffusion d'une influence multiforme par le truchement des réseaux. Dans le climat des années trente, ces mêmes modérés ont fini par se rallier, en surface tout au moins, à un modèle censé incarner les valeurs de la modernité politique : la correspondance parti-groupement de jeunesse, la discipline collective, le militantisme, le patriotisme d'organisation. Ce faisant, la Jeunesse républicaine française (Alliance démocratique) et les Jeunesses de la Fédération républicaine ont largement emprunté au discours, au style, aux fantasmes, voire aux équipes,

1. Le Cercle de la vie des étudiants a été créé officiellement en 1932. Mais on a trace de réunions informelles dès 1931. Il a été constitué par Jean Delage, collaborateur de *L'Écho de Paris* dès 1926, responsable de la page "La vie des étudiants" au sein du journal depuis l'automne 1930. Un point - capital - non élucidé est celui des courants d'échanges entre le cercle et le milieu des stagiaires des cours d'orateurs du Centre de propagande des républicains nationaux.

des groupements, anciens ou nouveaux, étrangers à la tradition modérée. Paradoxalement, la différenciation a abouti à l'imitation, à la contamination et au gommage des différences.

S'organiser ? Groupements et réseaux.

Ces obstacles placés sur la route d'une affirmation de soi pleinement assumée explique en partie pourquoi les jeunes modérés ont hésité entre deux formules : la formule des groupements organisés, liés de manière officielle ou de manière officieuse à des associations politiques partageant les mêmes valeurs et les mêmes combats, ou la formule plus simple des réseaux, réseaux informels ou réseaux agissant dans des cadres extérieurs au monde modéré ou extérieurs à l'univers politique *stricto sensu*.

L'histoire des groupements organisés est caractérisée par une grande discontinuité. En schématisant à l'extrême, on peut proposer une périodisation faisant apparaître cinq temps principaux.

- Le premier épisode – d'une très brève durée – est celui de l'Alliance républicaine de la jeunesse de 1890. En dépit (ou à cause ?) de la qualité de son équipe de direction, ce groupement parisien – lié à l'Association nationale républicaine de Jules Ferry – a été une sorte de feu de paille. Il vaut la peine de noter que le souvenir en a été presque totalement perdu.¹

- Une deuxième période va du milieu des années quatre-vingt-dix aux années de l'avant-guerre. Cette période est celle du relâchement de l'effort d'organisation, de la dispersion et du repli sur les réseaux. Un examen plus attentif conduit à distinguer deux moments assez différents. La seconde moitié des années quatre-vingt-dix – plus précisément les années 1897-1899 – est caractérisée par un contraste, un peu énigmatique, entre la multiplication des initiatives à l'échelon des adultes et le peu d'empressement des cadets à se doter de structures spécifiques. Les choses sont beaucoup plus claires en ce qui concerne la décennie 1900-1910 : l'inorganisation de la jeunesse modérée est le fruit tout à la fois de la division (entre les républicains de gauche, intégrés dans la majorité du Bloc, et les progressistes campés dans l'opposition) et de l'attraction exercée par les groupements agissant à l'extérieur ou à la frange du monde modéré². La création, en 1907, de l'Union des étudiants républicains de

1. Sur l'Alliance républicaine de la jeunesse, on se reportera à l'étude que nous avons donnée aux Mélanges en l'honneur de Jean-Jacques Becker, à paraître.

2. Parmi ces groupements qualifiés parfois un peu vite de "nationalistes", on réservera un sort particulier à la Fédération nationale des étudiants, fondée en 1902 par un certain Georges Maurisson, qui sera ultérieurement secrétaire politique de Paul Deschanel et député modéré du Loiret (1919-1924). Cette fédération semble avoir eu, en effet, une coloration plus progressiste que nationaliste, au sens strict de ce dernier terme en tout cas. Quelques maigres renseignements se trouvent aux AN, carton F⁷ 12720.

Paris marque le début, du côté progressiste en tout cas, d'une prise de conscience des inconvénients d'une telle situation.

- La troisième période est celle de la deuxième génération des groupements d'inspiration modérée : l'Alliance nationale des jeunesses démocratiques (1913) et l'Association nationale républicaine des jeunes (1914). Ces deux organisations sont liées à des formations politiques bien identifiées, le Parti républicain démocratique (ex-Alliance) dans le premier cas, la Fédération républicaine progressiste, en cours de réorganisation, dans le second. Leur durée de vie a également été très brève. Mais la cause est à chercher ici dans la rupture de 1914, la mobilisation et la dispersion des équipes. On sait que Gaston Dumesnil, désigné comme président de l'Association nationale républicaine des jeunes, élu député du Maine-et-Loire quelques semaines plus tard, est mort au front durant la guerre.

- La quatrième période, correspondant aux années vingt, peut être placée sous le signe du pragmatisme et de la combinaison des formules. Les jeunes républicains nationaux de l'après-guerre ont joué en effet sur les registres les plus variés : celui du groupement intégré dans la direction d'un parti (l'Union des jeunesses républicaines démocratiques, organisation éphémère créée dans la foulée de la constitution du Parti républicain démocratique et social), celui du groupement lié à une association politique agissant à côté des partis (les Jeunesses républicaines nationales de la Ligue Millerand, les Jeunesses du Redressement français animé par l'industriel Ernest Mercier), celui du groupement dit "d'études et de propagande" totalement indépendant (la Jeune France républicaine poincariste de l'année 1923-1924), le club de discussion (le Cercle d'études politiques de Pierre Auscher), celui de la présence au sein de groupements à caractère parapolitique (tel le Groupement universitaire pour la société des nations, dont le cas sera évoqué un peu plus loin), présence qui semble avoir été nettement plus forte que durant d'autres périodes.

Si l'on considère les choses de manière purement objective, on est conduit à penser que cette souplesse a été plutôt bénéfique aux diverses composantes de la famille modérée, à l'Alliance, sans doute, davantage qu'à la Fédération. Subjectivement, en revanche, la faible visibilité de ces structures et de ces réseaux a engendré un sentiment de frustration, voire de dépit, face au déploiement de la force militante des ligues nationales, des Jeunesses patriotes de Pierre Taittinger tout spécialement¹.

- La dernière époque est celle du ralliement des états-majors modérés à la formule du mouvement de jeunesse constitué à l'échelon national et placé sous

1. Sur les rapports entre les JP et le monde modéré, on se reportera à la thèse de Jean Philippet, *Le temps des ligues, Pierre Taittinger et les Jeunesses patriotes (1914-1940)*, IEP-Paris, sous la direction de Raoul Girardet, 1999, 4 vol., 2680 p. ; voir en particulier les pages 552-560 consacrées aux Phalanges universitaires et le chapitre 12, intitulé "Intégration ou dissension : l'antiparlementarisme parlementaire."

le contrôle du parti. Avec la création de la Jeunesse Républicaine française et des Jeunesses de la Fédération républicaine, des vieux partis nés au début du siècle ont fini, tout comme le Parti radical, par adopter un modèle d'organisation qui était en train de se généraliser – à la notable exception du Parti social français du colonel de La Rocque – et qui faisait figure de ticket d'entrée dans l'univers de la modernité. Il n'est pas question de dresser ici le bilan d'une expérience écourtée par les grandes ruptures de 1939-1940. On se contentera donc de présenter deux observations. En premier lieu, cette conversion a quelquefois l'aspect d'une fuite en avant, un peu comme si l'effort consenti était, de toute façon, incapable de satisfaire le besoin d'identification et d'ouverture aux masses. En second lieu, les dirigeants des formations modérées ont dû affronter les mêmes difficultés que les autres partis engagés sur cette voie, anciennement (le Parti socialiste SFIO) et plus récemment (le Parti radical et l'Union socialiste républicaine). Autrement dit, les relations entre les adultes et les cadets ont traversé des phases de tension et d'incompréhension, en particulier au cours de l'année 1937-1938.

Ce rapide survol montre bien que la logique des réseaux a généralement prévalu sur la logique des organisations, tout au moins des organisations structurées à l'échelon national.

On sait que l'efficacité politique des réseaux constitués au sein des générations émergentes tout spécialement, dépend beaucoup des points d'appui qui leur permettent de se consolider, de s'étoffer et de se connecter les uns avec les autres. Considérée sous cet angle, l'histoire des réseaux de la jeunesse modérée n'est pas très différente de l'histoire des réseaux appartenant à d'autres mouvances, en particulier à la mouvance radicale. Il est possible de repérer toutefois quelques traits spécifiques.

Trois d'entre eux retiendront plus longuement l'attention.

- Contrairement à la plupart de leurs camarades, adversaires ou rivaux, les cadets du monde modéré ont manifesté un médiocre intérêt pour les revues "de jeunes" fondées dans le but de souder une équipe, de prendre en compte les aspirations propres à une génération et d'apporter une contribution originale au débat d'idées. Bien entendu, il faut se garder de généraliser : il y a bien sûr des tentatives de ce type, notamment durant les années immédiatement antérieures à la guerre de 1914 avec le réseau des feuilles politico-littéraires, souvent rédigées par des étudiants ou des jeunes gens fraîchement sortis des facultés, gravitant plus ou moins autour des *Marches de l'Est*¹. Mais il n'y a rien eu de comparable à la floraison des publications nées, dans la seconde moitié de

1. La revue *Les Marches de l'Est*, fondée en 1909, était animée par Georges Ducrocq et Pierre Braun, deux proches de Louis Marin. Il y avait des "dîners" de la revue. La collection fournit de précieuses indications sur de petites feuilles d'étudiants – *Les Quatre dauphins*, par exemple, feuille publiée à Aix-en-Provence – situées dans cette mouvance, c'est-à-dire au carrefour d'un nationalisme assagi et d'un progressisme de coloration très nationale. Notons aussi l'importance de la thématique régionaliste.

années vingt, au sein de la nébuleuse "jeune radicale", *La Voix* de Bertrand de Jouvenel ou *Notre Temps* de Jean Luchaire, par exemple.

• La grande souplesse des dispositifs organisationnels modérés a favorisé la naissance et le développement de petits groupements agissant à l'échelon local (celui des métropoles universitaires, notamment) ou à l'échelon départemental, et occupant un espace politique distinct de l'espace théoriquement réservé à l'une ou l'autre des composantes structurées à l'échelle nationale (c'est-à-dire à l'Alliance démocratique et à la Fédération républicaine). Pour l'essentiel, ce sous-continent demeure inexploré. Mais les renseignements disponibles pour la période faste des années vingt et du tout début des années trente mettent bien en lumière la diversité des situations. Certains groupements, la Jeunesse républicaine de Marseille, par exemple, affichent une vocation œcuménique et sont représentés dans des organes de coordination ouverts à l'ensemble des forces modérées. Dans la foulée de la Ligue Millerand, sont également apparues des associations d' "étudiants républicains nationaux" recrutant de part et d'autre de la frontière traditionnelle séparant la clientèle de l'Alliance de celle de la Fédération : tel a été le cas notamment à Lyon¹. Les "partis" ou "unions" constitués sur une base départementale ou régionale – telle l'Union populaire républicaine de l'abbé Bergey en Gironde, une formation très marquée à droite, il est vrai – ont parfois pris soin de se doter d'une antenne spécialement destinée à la jeunesse. Enfin, on repère au moins un cas, celui de la Jeunesse républicaine de Bordeaux dans la seconde moitié des années vingt, de groupement engagé sur une sorte de ligne de crête politique, à égale distance de la gauche cartelliste et du bloc des républicains nationaux.

• Surtout, les équipes dirigeantes de la jeunesse modérée ont trouvé des cadres de réunion et des instruments d'action bien adaptés à leur besoins dans les groupes constitués à la conférence Molé-Tocqueville sur le modèle des groupes parlementaires². Apparus sous leur forme moderne au tournant des années quatre-vingt et des années quatre-vingt-dix, ces groupes ont fonctionné en effet à la fois comme des lieux d'agrégation et d'extension des réseaux, comme des centres de préparation à la vie politique et comme des laboratoires politiques. La chose n'est pas propre à la famille modérée. Mais les modérés traditionnellement attachés aux valeurs et encore davantage aux rituels du

1. Sur ce point précis, on se reportera à la thèse de Mathias Bernard (voir *supra*, "Les jeunes modérés... Éléments de bibliographie"), en particulier les pages 285 à 289. L'auteur insiste sur le rôle joué par la FR du Rhône. Nous nous appuyons également sur une communication inédite présentée par Mathias Bernard au séminaire de l'IHTP tenue entre 1994 et 1897 sur le thème de "la formation de la classe dirigeante en Europe des années Trente aux années Soixante."

2. Il y a toujours eu des "groupes" – au sens informel du terme – au sein des conférences parlementaires, en particulier au sein de la conférence Molé, devenue conférence Molé-Tocqueville en 1876. Le système s'est progressivement consolidé dans les années quatre-vingt. Au tournant des années quatre-vingt et des années quatre-vingt-dix, deux groupes, plus stables, apparaissent du côté républicain : la Gauche libérale et la Gauche démocratique (radicaux et sympathisants). Mais il est très difficile de fournir des dates plus précises.

parlementarisme, se sont sentis particulièrement à l'aise au sein de la Conférence et ont su tirer profit de l'affirmation du rôle des groupes plus rapidement et plus habilement que la plupart de leurs adversaires. Pour des raisons tenant autant à la sociologie qu'à la politique, ils sont aussi parvenus, dès la fin du 19^e siècle, à tisser des liens solides entre les groupes qu'ils animaient à la conférence Molé-Tocqueville et le milieu de la rue Saint-Guillaume, c'est-à-dire la puissante Société des élèves et anciens élèves de l'École libre des sciences politiques, les cercles d'études mis en place par la Société et la nébuleuse des petites équipes amicales rassemblées, de manière le plus souvent informelle, autour d'une même vision ou d'une même ambition.

Durant un bon quart de siècle, depuis l'aube des années quatre-vingt-dix jusqu'à la suspension des travaux de la Conférence décidée au début de la guerre de 1914-1918, le haut du pavé a été tenu par le groupe de la Gauche libérale, appelé aussi parfois groupe de la Gauche libérale progressiste. Structure d'encadrement commune à l'ensemble des républicains modérés au cours de la décennie 1890-1900, la Gauche libérale a franchi sans trop de dommages le cap difficile du grand schisme de 1899-1900. En d'autres termes, elle a réalisé le tour de force de demeurer un lieu de rencontres régulières entre une aile, majoritaire, proche de la Fédération républicaine (le réseau Georges Bonnefous-Frédéric Clément-Louis Madelin) et une aile, minoritaire, campant sur les positions les plus modérées de l'Alliance républicaine démocratique (le réseau des amis de Maurice Colrat). Parallèlement, la Gauche libérale a exercé une forte attraction sur des jeunes gens issus des rangs de la droite républicaine nationaliste ou de la droite catholique de sensibilité libérale.

Les années de l'immédiat après-guerre ont été marquées par un bouleversement général des lignes du paysage. Au centre droit, la Gauche libérale progressiste a cédé la place à une Entente républicaine calquée sur le modèle de l'Entente républicaine démocratique ("groupe Arago") de la Chambre bleu horizon. Transformée par la suite en Entente républicaine nationale, cette structure largement ouverte est parvenue à empêcher les éléments proches des ligues nationales, les Jeunesses patriotes en particulier, à constituer une formation distincte, les diverses tentatives allant dans ce sens ayant été sans lendemain. Parallèlement, est apparu un groupe du Parti républicain démocratique et social, rebaptisé ultérieurement groupe de l'Alliance démocratique, occupant une position centrale au sein de la Conférence¹. Les échecs successifs de l'Union des Jeunesses républicaines démocratiques et de la Jeune France républicaine ont fait de cette amicale à la fois le point de ralliement de la plupart de leurs anciens dirigeants – un Pierre Auscher, un Charles Convard de Prolles, un Edouard Frédéric-Dupont, un

1. Le groupe du PRDS a été fondé en février 1922 à l'initiative de Charles Convard de Prolles (président) et Pierre Tricard Graveron (vice-président).

Pierre Tricard-Graveron, etc... – et le pilier le plus solide du réseau informel des “jeunes de l’Alliance” durant la seconde moitié des années vingt et les premières années de la décennie suivante. Enfin, le climat de grande liberté régnant sur les bancs de la Molé-Tocqueville a permis à un certain nombre de petits groupes de se frayer un chemin en dehors des sentiers battus. De ce point de vue, le cas le plus intéressant est sans doute celui du groupe dit d’Action sociale, constitué autour d’un réseau de jeunes gens demeurés fidèles au message de Clemenceau¹. L’un des principaux animateurs de l’équipe, André-Jean Godin, avait naguère figuré dans l’état-major de l’Union des jeunesses républicaines démocratiques et appartenait à l’entourage d’André Tardieu².

Sur un plan plus général, le grand avantage de ces structures souples, indépendantes des formations organisées dont elles pouvaient, par ailleurs, s’affirmer proches, étaient de fournir un cadre d’action commun à plusieurs catégories de jeunes gens : des observateurs et des curieux, d’authentiques débutants de la politique et des responsables, ou anciens responsables, de groupements extérieurs à la sphère politique *stricto sensu*.

Agir ? Ici et ailleurs

Compte tenu de ce qui vient d’être dit, il est quasiment impossible de broser, même à de très gros traits, un tableau d’ensemble des relations entretenues par les jeunes modérés avec le monde des associations, de donner la mesure de leurs implications et de proposer une évaluation de l’influence qu’ils ont éventuellement exercée. La faiblesse des groupements organisés, leur courte durée de vie, la complexité et la volatilité des réseaux ont pour conséquence, en effet, que la matière échappe le plus souvent à l’observateur. En l’état actuel des travaux, il importe de le préciser.

Dans de telles conditions, la seule méthode à peu près efficace consiste à repérer les traces laissées par des équipes de jeunes gens appartenant à des réseaux politiques bien identifiés : le réseau gravitant autour de l’Alliance républicaine de la jeunesse à l’aube de la décennie 1890-1900, le réseau, particulièrement entreprenant des jeunes de l’Alliance durant les années vingt, le réseau plus ramifié et mieux structuré prospérant à l’ombre du Centre de propagande des républicains et du Cercle de la “Vie des étudiants” au début et

1. Parmi les autres animateurs du groupe, on peut mentionner l’avocat Marc Bloch (de sensibilité plutôt radicale), l’ancien collaborateur de Clemenceau Marcel Engrand, et André Ruegger, un autre proche de Tardieu. Le groupe a fonctionné, semble-t-il, jusqu’à la fin des années trente.

2. On pourrait faire état d’autres exemples significatifs. Mentionnons la constitution en 1921 d’un éphémère groupe “républicain social indépendant” à l’initiative du jeune Pierrel Auscher (futur animateur du Cercle d’études politiques, entré à la Conférence en 1919), et, en 1925, celle d’un groupe d’Union nationale, présidé par Henry Soulier, député de Paris et figure très respectée de la Fédération républicaine.

au milieu des années trente. Bien sûr, une pareille manière de procéder a son lot d'inconvénients. La tentation est forte, notamment, de privilégier les formes et les lieux d'engagement prisés par les cadets déjà engagés sur les chemins de la politique et raisonnant dans les catégories du politique. Tout en prenant garde à ne pas verser dans la caricature, on doit d'ailleurs reconnaître que tel a bien été le cas de très nombreux dirigeants des groupements de jeunesse d'inspiration modérée.

Pour des raisons de commodité pure, on examinera de façon distincte l'associationnisme étudiant (les "AG" – associations générales d'étudiants –, les "Corpos", l'UNEF) et la vaste famille des groupements de cause et des groupements d'intérêt, en particulier les groupements à caractère socio-professionnel.

Modération et passions : l'associationnisme universitaire.

Dans un article publié le 5 octobre 1927 par le quotidien *Le Rappel*, Pierre Auscher – lui-même ancien responsable de la section lettres de l'AG-Paris – déplorait la marginalisation des étudiants "républicains" au quartier latin. Il ajoutait à titre d'explication: "Être républicain, c'est d'abord être individualiste". Le diagnostic était formulé, l'image était fixée.

Les choses, bien évidemment, ont été beaucoup plus compliquées. En réalité, la présence et les moyens d'influence des républicains modérés au sein des associations d'étudiants ont été très variables selon les lieux (Paris ou les grandes métropoles universitaires), les équipes et la nature des conflits qui ont secoué ces associations.

Sous réserve de ce qui a été dit du caractère très lacunaire de l'information, on peut proposer le schéma chronologique suivant.

- Les jeunes progressistes proches de l'Alliance républicaine de la jeunesse – un groupement, rappelons-le, prolongeant l'action d'une équipe constituée au sein du Comité antiboulangiste des étudiants – ont exercé une forte influence sur les orientations de l'AG-Paris de part et d'autre de l'année 1890. Plusieurs dirigeants de l'association au cours de la période – un Philippe Vachal ou un Emile Merwart, futur collaborateur de Jules Méline, par exemple – se réclament de cette mouvance¹. D'une façon plus générale, il convient d'observer que de nombreux hommes publics modérés appartenant à la

1. On peut également citer les cas de Frédéric Clément, futur secrétaire général de la Fédération républicaine (1903-1906), membre du comité directeur de l'AGE-Paris en 1889, et de Paul Coutant, futur animateur du Comité des conférences démocratiques du Grand Cercle de Waldeck-Rousseau, futur député méliniste, vice président de l'AGE en 1895 – En dehors des annuaires et de la presse quotidienne ou périodique, la source la plus riche d'informations est probablement constituée par les dossiers conservés aux archives de la préfecture de police (voir en particulier les cartons B^A 1523 et 1527).

génération de 1870 ont été mêlés, en province comme à Paris, à la vie de ces associations naissantes.

- Les années qui ont suivi l'affaire Dreyfus ont été caractérisées, à Paris principalement, par un mouvement de repli, un peu comme si les étudiants modérés peinaient à trouver leurs marques entre un Bloc des gauches (socialistes et radicaux) et une coalition regroupant les catholiques et les nationalistes (celle qui soutient César Campinchi, l'homme fort de l'AG au milieu de la décennie).

- Les années situées de part et d'autre de la guerre de 1914-1918 sont celles de la montée en puissance d'un courant républicain national plus proche, contrairement à ce que l'on suggère parfois, des positions d'un Désiré Ferry, lui-même très attentif à ces enjeux, que de celles des nationalistes de stricte obédience. Pour s'en tenir à l'essentiel, on dira que le phénomène a affecté prioritairement les AG provinciales, les Corpos et l'UNEF (née en 1907), l'AG-Paris tombant sous le contrôle d'une équipe liée à la radicalisante Fédération républicaine des étudiants de France à la veille de la guerre¹.

- Cette génération que l'on peut qualifier de génération "combattante" n'a pas su préparer les voies de la relève. Les effets d'une telle carence sont devenus manifestes, au sein de l'AG-Paris en particulier, dès les années 1924-1925. On sait aujourd'hui que la situation parisienne n'est pas toujours représentative de ce qui s'est passé dans les différentes métropoles universitaires et qu'il convient donc de ne pas généraliser². Mais deux choses apparaissent de manière assez claire. D'une part, à de rares exceptions près – celle de Pierre Auscher ou celle du bordelais André Calandreau, membres de la commission exécutive de la Jeune France républicaine –, l'élite des groupements et des réseaux modérés a eu tendance à désertir ce théâtre des opérations³. D'autre part, le terrain a été occupé soit par des éléments situés plus à droite, les JP et les Phalanges universitaires notamment, soit par des jeunes gens qui ont préféré se tenir à l'écart de la politique active.

- Une nouvelle toile a été tissée à l'aube des années trente grâce à Henri de Kerillis et aux réseaux agissant dans et autour du Cercle de propagande des républicains nationaux. Très conscient de l'importance de l'enjeu représenté par

1. Voir à ce sujet le numéro de février 1998 des *Cahiers du GERME*, intitulé "Engagements étudiants. Aux origines du syndicalisme et de l'associationnisme universitaire", en particulier les contributions d'Alain Monchablon, Didier Fischer et Stéphane Merceron – Il manque une bonne étude sur la décennie 1910-1920. On notera que Marcel Decroix (président de l'UNEF en 1911-1913) et Jean Gérard (vice-président en 1913-1914, président de 1914 à 1919, président-fondateur de la Confédération internationale des étudiants) appartiennent à un réseau gravitant autour de l'Association générale des étudiants de Nancy et de Désiré Ferry.

2. Sur cette période, on se reportera à la thèse de Didier Fischer (voir infra, "Les jeunes modérés... Éléments de bibliographie").

3. André Calandreau avait été président de l'AGE-Bordeaux, en 1919, avant de "monter" à Paris et de s'intégrer aux réseaux de la jeunesse modérée. On peut également citer le cas de Léon Netter (AGE-Paris), vice président de l'UNEF au sein du bureau désigné en 1914.

la formation et l'encadrement des nouvelles générations, de Kerillis a cherché à la fois à attirer des jeunes gens de talent au fait des questions universitaires et à développer un système de communication avec les associations d'étudiants, à caractère politique (le Comité national d'études des étudiants de France, par exemple, proche des JP), à caractère confessionnel (réunions et foyers d'étudiants catholiques, réseau, en cours d'organisation, des anciens lauréats du concours d'éloquence patronné par la DRAC, ligue de défense des religieux anciens combattants) ou à caractère corporatif (depuis des petits groupes très spécialisés jusqu'à l'UNEF elle-même). Le principal point d'appui de ce dispositif complexe a été le Cercle de la Vie des étudiants, lieu de sociabilité largement ouvert, dont l'histoire reste à écrire.

Autres terrains et autres horizons : les équipes modérées face aux aspirations nouvelles.

Pour des raisons tenant d'abord au traumatisme de la guerre, la génération des jeunes gens nés au tout début du siècle a ressenti comme un besoin, toutes familles politiques confondues, de se doter de ses propres instruments d'intervention dans le débat public, au sens le plus général de cette dernière expression. Du côté modéré, cette génération, correspondant en gros à la génération Georges Marconnet (1900) - Edouard Frédéric-Dupont (1902) - Edgar Faure (1908) a été aussi celle du foisonnement des initiatives et de l'expérimentation des formules d'organisation les plus diverses¹. La période allant des lendemains immédiats du conflit de 1914-1918 au milieu des années trente offre donc un bon terrain d'observation pour tenter de mesurer la contribution de ces cadets au renouveau des dispositifs associatifs juvéniles.

La présence des jeunes républicains modérés semble avoir été particulièrement forte dans quatre secteurs.

- Le premier secteur est celui des associations, cercles d'études ou groupements de propagande, préoccupés par le rôle et la place de la France dans un monde en pleine transformation. Dès l'année universitaire 1921-1922, un certain nombre de jeunes gens que l'on retrouvera ensuite dans des organisations proches de l'Alliance (Georges Marconnet, secrétaire du Groupe) ou de la Fédération (François Legueu) participent à la création du GEDES (Groupement d'études économiques diplomatiques et sociales). Via le GEDES,

1. Cette génération modérée constitue donc le pendant de la génération radicale et radicalisante dont Bertrand de Jouvenel parle dans ses mémoires. La différence est qu'elle n'a pas été entraînée par des chefs de file ayant l'enseignement intellectuel de Bertrand de Jouvenel, l'entregent de Jean Luchaire ou l'extrême précocité politique de Pierre Mendès France. Notons toutefois que Pierre Auscher a joué ici un rôle un peu comparable à celui de Jacques Kayser et que la disparition prématurée de Charles Chavanet a privé les équipes d'une tête politique, déjà reconnue comme telle en 1925-1926.

quelques-uns d'entre eux – Jean-Henri Adam et Georges Marconnet, appelé à remplir les fonctions de secrétaire général – rejoignent en 1923 les rangs du Groupement universitaire pour la société des nations (GUSDN), travaillant de concert avec de jeunes radicaux ou de jeunes catholiques de la FFEC¹. Divers indices suggèrent également la persistance – car la chose avait été ressentie à la fin du siècle précédent – d'un vif intérêt pour les problèmes de l' "Empire". Figure de proue du groupe de l'Alliance à la conférence Molé-Tocqueville, le jeune Jean-Louis Delobel préside ainsi aux destinées d'un Cercle de la France d'outre-mer, sur lequel on ne sait malheureusement presque rien.

- Le deuxième secteur est celui des organisations à vocation socio-professionnelle, tout spécialement dans le monde des professions intellectuelles. Ont été concernés, par exemple, les Compagnons de l'université nouvelle, les Compagnons des professions intellectuelles (ex Compagnons de l'intelligence) et surtout l'Union des jeunes avocats. Créé en 1923 au sein du barreau de Paris, ce dernier groupement a été un véritable lieu de rencontres et d'échanges entre la nouvelle génération modérée et la nouvelle génération radicale du "Palais"². La quasi totalité des avocats parisiens repérée dans les réseaux évoqués un peu plus haut ont milité à l'UJA. Plusieurs d'entre eux ont exercé des responsabilités au sommet, c'est-à-dire au bureau ou à la commission d'études. On se bornera à mentionner ici les cas d'Alfred Dutheillet de Lamothe (ancien membre de l'équipe dirigeante de la Jeune France républicaine, vice président de l'UJA en 1931-1932) et de Marcel Bloch (l'un des animateurs du groupe de l'Action sociale à la conférence Molé-Tocqueville, président de l'Union en 1931-1932).

- Le troisième secteur est celui des sociétés d'originaires des régions et des départements à Paris. Les jeunes modérés des années vingt pouvaient inscrire ici leur action dans une tradition remontant au tournant des 19e et du 20e siècles. Pour les années vingt, l'exemple le plus sérieux est sans doute celui des sociétés lorraines. Ce vieux et puissant réseau associatif a été en effet entièrement reconstruit après la guerre avec l'aide de notabilités politiques influentes – personnalités d'origine lorraine (Maurice Barrès, député de Paris, Pierre Lyautey, neveu du maréchal, Charles Reitel, député de Seine-et-Oise, etc...) et élus des départements lorrains (Désiré Ferry, Albert Lebrun, André Maginot, Louis Marin, Raymond Poincaré) – et de jeunes gens entrepreneurs, généralement bien introduits dans les cercles politiques, en particulier le trio Edouard Frédéric-Dupont-Louis Jacquinet-Georges Marconnet. L'infatigable

1. Sur ce point, on se reportera à la thèse consacrée par Sabine Jansen à Pierre Cot (voir infra, "Les jeunes modérés... Éléments de bibliographie"), et aux deux études que nous avons publiées dans la revue *Provinces contemporaines* : "Le Groupement universitaire pour la société des nations (1922-1939)", juin 1990, p. 33-48 ; "La paix aux miroirs de la jeunesse", mars 1991, p. 59-79.

2. Sur les origines de l'UJA, voir Gilles Le Béguet, "Le jeune barreau parisien au début des années vingt", in *Avocats et barreaux en France (1910-1930)*, Études réunies par G. Le Béguet, Presses universitaires de Nancy, 1994, p. 119-147. Le premier président de l'UJA, Edouard Tercinet, a fait ultérieurement de la politique dans les rangs modérés.

Edouard Frédéric-Dupont anime ainsi la rédaction du *Journal des Lorrains de Paris* (créé en 1927), participe à la fondation de la Ligue pour une seule Lorraine (1927) et de la très active Fédération parisienne des anciens étudiants de l'université de Nancy, siège au conseil d'administration de l'Union des présidents d'associations d'originaires de province à Paris. Gendre de Charles Reibel, ancien, comme Frédéric-Dupont, de l'équipe de la Jeune France républicaine, Georges Marconnet, a exercé les fonctions de secrétaire général à la fois de la Fédération des anciens étudiants de l'université de Nancy et de la Société des Lorrains de Paris¹.

• Un quatrième terrain d'action a été celui des groupements de jeunesse constitués dans le cadre des organisations d'anciens combattants ou des associations tournées vers le monde combattant. On fait allusion ici essentiellement aux Jeunes de l'Union nationale des combattants (JUNC) et aux Jeunes de la ligue de défense des droits des religieux anciens combattants (DRAC), mouvement créé à la veille de la seconde guerre mondiale par le journaliste Georges Riond, collaborateur de Kerillis au Centre de propagande des républicains nationaux, dans le but de consolider le réseau des lauréats de la "coupe DRAC". En dépit de la minceur des informations actuellement disponibles, on peut faire état à leur sujet de deux observations de portée générale. Animé par un certain Raymond Schmidt, l'état-major des JUNC a compris dans ses rangs plusieurs jeunes gens, tels les futurs députés indépendants paysans de la Seine Pierre Guérard et Roger Pinoteau, qui appartenaient à la mouvance des organisations modérées, le groupe de l'Entente républicaine nationale de la conférence Molé-Tocqueville et le CPRN plus précisément. Deuxième remarque, ces structures œcuméniques ont fonctionné comme des voies de passage, facilitant l'intégration dans la famille modérée de jeunes espoirs davantage marqués à l'origine du côté d'une droite d'affinités catholiques et nationalistes. Un certain nombre d'itinéraires mériteraient d'être examinés sous ce jour, en particulier celui de Jean Chamant, futur député indépendant paysan de l'Yonne et futur ministre (républicain indépendant) de Georges Pompidou.

Il ne serait pas très difficile d'aller plus loin dans le recensement de ces engagements croisés. Pour conclure, on dira que l'impression dégagée de l'observation de ce tableau provisoire est une impression contrastée. D'un côté, on doit admettre – contrairement à ce qui a été dit et suggéré trop souvent – que les jeunes modérés ont déployé une activité et ont fait preuve d'une inventivité qui soutiennent la comparaison avec les performances de leurs homologues radicaux, en particulier au cours des périodes de reconstruction ou de

1. On s'appuie ici sur l'excellent mémoire de maîtrise de Jérôme Pozzi (voir *supra*, "Les jeunes modérés... Éléments de bibliographie").

recomposition du mouvement associatif. D'un autre côté, on voit bien qu'ils ont été souvent incapables de marquer l'essai, c'est-à-dire d'affirmer une présence forte et durable au sein de groupements qu'ils avaient contribué à faire émerger, et de transmettre le flambeau. Telle est la leçon que l'on peut tirer, notamment, de l'examen de l'histoire du GUSDN, de celle des Compagnons de professions intellectuelles et, dans une plus faible mesure, de celle de l'UJA. Le parallèle avec le monde de l'associationnisme étudiant s'impose ici ; dans un cas comme dans l'autre, les jeunes officiers d'état-major du camp modéré ont payé le prix de la légèreté de leurs structures d'encadrement et de l'absence d'une armée de réserve placée dans leur sphère d'influence directe.